

Unité départementale de la Marne  
10 rue Clément Ader  
51100 REIMS

Reims, le **04 JAN, 2024**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FM France SAS**

Rue Charles Marie Ravel  
ZI St-Martin-sur-le-Pré  
51520 Saint-Martin-sur-le-Pré

Références : D2 2023-830  
Code AIOT : 0005703131

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2023 dans l'établissement FM France SAS implanté Rue Charles Marie Ravel ZI St-Martin-sur-le-Pré 51520 Saint-Martin-sur-le-Pré. L'inspection a été annoncée le 17/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection est réalisée dans le cadre d'une action collective régionale relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FM France SAS
- Rue Charles Marie Ravel ZI St-Martin-sur-le-Pré 51520 Saint-Martin-sur-le-Pré
- Code AIOT : 0005703131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société FM France exploite une plateforme logistique sur le territoire de la commune de Saint-Martin-sur-le-Pré, autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2011.A.63.IC en date du 16 mai 2011 modifié, et classé « Seveso Seuil Haut » selon la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Parmi les rubriques de la nomenclature en lien avec les DEEE, le site est classé en 2711 sous le régime

de l'enregistrement, et n'est pas classé en 2790 ni 2791.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Existence d'un contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Dispositions du contrat-type éco-organisme	Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE 2711	Décret du 06/06/2018, article Annexe	Sans objet
2	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE 2791	Décret du 02/03/2023, article Annexe	Sans objet
3	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE 2790	Décret du 06/06/2018, article Annexe	Sans objet
4	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 29/11/2018, article R.512-55	Sans objet
7	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet
8	Traçabilité des déchets - registre	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	Sans objet
9	Transit, regroupement, tri des DEEE	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I	Sans objet
10	Extraction et traitement des fluides	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 1	Sans objet
11	Traitement des composants	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 2	Sans objet
12	Extraction des piles et accumulateurs portables	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 5	Sans objet
13	Transferts d'EEE usagés vers l'étranger	Code de l'environnement du 19/08/2014, article R. 543-206-2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
14	Conformité des transferts au règlement UE	Règlement européen du 22/12/2020, article Règlement 1013/2006 article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Seule une activité de transit, regroupement et tri de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) est réalisée sur le site. Il n'est en revanche effectué aucune préparation de ces DEEE en vue de leur réutilisation.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection la copie du contrat de son opérateur de traitement. Ce document est attendu.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE 2711

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 06/06/2018, article Annexe
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Classification de l'installation contrôlée sous la rubrique 2711
<b>Prescription contrôlée :</b> 2711. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.  Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m3 : régime de l'enregistrement 2. Supérieur ou égal à 100 m3, mais inférieur à 1 000 m3 : régime de la déclaration avec contrôle périodique
<b>Constats :</b> Le site est régulièrement classé au titre de la rubriques 2711 pour une activité de transit, regroupement et tri de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), sous le régime de l'enregistrement, pour un volume de 10000 m3 (arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-A-63-IC du 16 mai 2011 et complémentaire). Aucune préparation de ces DEEE n'est réalisée sur le site. Le volume de DEEE présent sur le site le jour de la visite est de l'ordre de 1 m3 et est constitué de matériel informatique, d'imprimantes, de consommables du local de charge ainsi que du petit matériel électrique défilant. Ces déchets sont issus du fonctionnement propre du site. Le jour de la visite, aucun de ces DEEE ne provenait de clients.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE 2791

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 02/03/2023, article Annexe
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Classification de l'installation contrôlée sous la rubrique 2791
<b>Prescription contrôlée :</b> 2791. Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2791 :  La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j : régime de l'autorisation 2. Inférieure à 10 t/j : régime de la déclaration avec contrôle périodique
<b>Constats :</b>

L'exploitant n'effectue pas d'activité de traitement de déchets non dangereux. Il n'est donc pas concerné par la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cette activité n'est pas prévue dans son arrêté préfectoral d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE 2790**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 06/06/2018, article Annexe
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Classification de l'installation contrôlée sous la rubrique 2790
<b>Prescription contrôlée :</b> 2790. Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795 : régime de l'autorisation
<b>Constats :</b> L'exploitant n'effectue pas d'activité de traitement de déchets dangereux. Il n'est donc pas concerné par la rubrique 2790 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cette activité n'est pas prévue dans son arrêté préfectoral d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Contrôle périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/11/2018, article R.512-55
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Réalisation du contrôle périodique
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9.  Toutefois, les installations classées figurant à cette annexe ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'installation est incluse dans un site à autorisation et n'est ainsi pas soumise à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Existence d'un contrat avec un éco-organisme**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
<b>Prescription contrôlée :</b> II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.  III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.

IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II.

V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.

S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques.

La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

**Constats :**

L'exploitant effectue des opérations de collecte, transit, regroupement (rubrique 2711).  
Il n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection de contrat indirect avec un éco-organisme. Il ne détient pas de copie du contrat de l'opérateur de traitement. Il n'est donc pas en mesure de vérifier que l'ensemble des DEEE gérés dans l'établissement sont bien couverts par ce contrat.  
L'exploitant en a d'ores et déjà fait la demande auprès de son opérateur de traitement, et est en attente du document.

L'exploitant n'est pas opérateur de gestion de déchets (rubriques 2790/2791). Il ne nécessite pas de contrat direct avec un éco-organisme agréé.

**Observations :**

**L'inspection propose que soit demandé à l'exploitant de :**

- transmettre sous 1 mois, la copie du contrat de son opérateur de traitement des DEEE, valant contrat indirect avec un éco-organisme ;
- vérifier sous 1 mois, que l'ensemble des DEEE gérés dans l'établissement sont bien couverts par ce contrat.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Dispositions du contrat-type éco-organisme**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2016, article Article 1

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Dispositions devant figurer dans le contrat prévu à l'article R. 543-200-1

**Prescription contrôlée :**

Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement doit prévoir au minimum :

- que les producteurs ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté et les producteurs adhérents des éco-organismes agréés aient accès aux informations nécessaires à l'amélioration du traitement des déchets objet du contrat, dont disposent les opérateurs de



gestion des déchets, afin que ces producteurs puissent prendre en compte dans la conception et la fabrication de leurs équipements les difficultés relatives à la gestion des déchets qui en sont issus, conformément aux dispositions de l'article R. 543-176 du code de l'environnement ;

-les modalités de contrôle, par l'éco-organisme agréé ou le producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté, de la conformité de la gestion des déchets objets du contrat jusqu'à leur traitement final, incluant tous les opérateurs de gestion auxquels sont remis les déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement ;

– que les informations relatives à la gestion desdits déchets sont enregistrées au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques prévu à l'article R. 543-202 du code de l'environnement par les éco-organismes agréés ou les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés. Lesdits contrats doivent garantir que les informations relatives à la gestion de tout lot de déchets sont enregistrées une seule et unique fois au registre national des producteurs d'équipements électriques et électroniques ;

– les compensations financières versées aux opérateurs de gestion de déchets par les éco-organismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés afin d'assurer la traçabilité de ces derniers jusqu'à leur traitement final et les éventuels surcoûts de gestion imposés par les écoorganismes agréés et les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés au-delà des exigences réglementaires ;

– le cas échéant, une annexe indiquant la liste des différentes entreprises chargées par les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés d'exécuter une partie de la gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, précisant leurs adresses et les opérations de gestion qui leur sont confiées.

Le contrat écrit relatif à la gestion des déchets prévu à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement prévoit que les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés ou avec les producteurs ayant mis en place des systèmes individuels approuvés ou attestés remettent un justificatif à tous les opérateurs de gestion des déchets mentionnés au I de l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, avec le nom de l'éco-organisme agréé ou du producteur ayant mis en place un système individuel approuvé ou attesté avec lesquels lesdits contrats ont été conclus, la référence précise, la date de début et la date de fin desdits contrats, la nature précise des déchets pouvant être gérés au titre desdits contrats, les opérations de gestion confiées et les obligations nécessaires au respect desdits contrats.

#### **Constats :**

L'exploitant n'étant pas en possession de ce contrat, n'est pas en mesure de vérifier qu'il comporte toutes les dispositions minimales prévues dans l'arrêté du 26 mai 2016 relatif aux dispositions minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs prévus à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, à savoir :

- l'accès aux informations nécessaires à l'amélioration du traitement des déchets dont disposent les opérateurs de gestion des déchets ,
- les modalités de contrôle de la conformité de la gestion des déchets jusqu'à leur traitement final incluant tous les opérateurs de gestion auxquels sont remis les déchets
- l'enregistrement des informations relatives à la gestion des déchets au registre national des producteurs de DEEE
- les compensations financières versées aux opérateurs de gestion de déchets par les éco-organismes et les éventuels surcoûts
- la liste des différentes entreprises chargées par les opérateurs de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec les éco-organismes agréés.

#### **Observations :**

**L'inspection propose que soit demandé à l'exploitant de :**

- justifier sous 1 mois, par tout moyen que ce contrat comporte toutes les dispositions minimales prévues dans l'arrêté du 26 mai 2016 relatif aux dispositions minimales devant figurer dans les

contrats et les documents justificatifs prévus à l'article R. 543-200-1 du code de l'environnement, à savoir les éléments rappelés ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> L'exploitant effectue une estimation du volume de déchets à collecter et crée un bordereau de suivi de déchets (BSD) dans la base de données électronique centralisée Trackdéchets. La pesée est effectuée par son opérateur de traitement qui complète et valide le BSD correspondant, via le flash code présent sur ce BSD. Le contrôle de la nature des déchets entrants et sortants est ainsi assuré.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Traçabilité des déchets - registre

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – registre chronologique
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.
<b>Constats :</b> Un registre est renseigné et tenu à jour. Il est renseigné à la réception de la facture mensuelle transmise par l'opérateur de traitement. Il est chronologique et présente les informations suivantes : code déchet, type état (traitement ou enlèvement), transporteur, lieu de transfert, poids, type déchet (dangereux ou non dangereux), indication retour de Trackdéchets (si déchet dangereux).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Transit, regroupement, tri des DEEE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de



transit, regroupement, tri et traitement sont :

- pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs.
- couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :
- la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;
- l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).

2. Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :

- elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ;
- les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ;
- les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ;
- elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur.

**Constats :**

L'aire d'entreposage des DEEE du site est distincte, adaptée et couverte.

Les DEEE sont triés et stockés dans des conditions et contenants appropriés. Un repérage par étiquetage (texte + photo + code couleur) permet d'identifier clairement le contenant concerné en fonction du type de déchet.

Aucun équipement DEEE ne contient de bouteille de gaz liquéfié (tel que gazinière ou radiateur).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Extraction et traitement des fluides**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 1

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides

**Prescription contrôlée :**

« En application de l'article R. 543-200 du code de l'environnement, les déchets d'équipements électriques et électroniques font l'objet d'une extraction de tous les fluides et du traitement suivant : »

1. Au minimum les substances, préparations et composants ci-après doivent être retirés de tout déchet d'équipements électriques et électroniques :

condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB), conformément au décret du 2 février 1987 susvisé ;

composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs ou les lampes à rétroéclairage ; piles et accumulateurs ;

cartes de circuits imprimés de téléphones mobiles, et de tout appareil d'une manière générale si la surface de la carte de circuit imprimé est supérieure à 10 centimètres carrés ;

cartouches de toner, liquide ou en pâte, ainsi que les toners de couleur ;

matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés ;

déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante ;

tubes cathodiques ;

chlorofluorocarbones (CFC), hydrochlorofluorocarbone (HCFC) ou hydrofluorocarbone (HFC), hydrocarbures (HC) ;

lampes à décharge ;

écrans à cristaux liquides (ainsi que leur boîtier le cas échéant) d'une surface supérieure à 100 centimètres carrés et tous les écrans rétroéclairés par des lampes à décharge ;

câbles électriques extérieurs ;

composants contenant des fibres céramiques réfractaires tels que décrits à l'annexe 1 de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ;

composants contenant des substances radioactives à l'exception des composants en quantités ne

dépassant pas les seuils d'exemption fixés au tableau A de l'annexe 13-8 du code de la santé publique ; condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses (hauteur > 25 mm, diamètre > 25 mm ou volume proportionnellement similaire). AIDA - 03/11/2023 - seule la version publiée au journal officiel fait foi Les substances, préparations et composants précités doivent être éliminés ou valorisés conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement
<b>Constats :</b> Le site n'est pas concerné (absence des rubriques 2790 et 2791).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Traitement des composants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Respect des exigences de traitement des composants
<b>Prescription contrôlée :</b> Les composants ci-après de déchets d'équipements électriques et électroniques doivent être traités de la manière indiquée ci-dessous :  -tubes cathodiques : la couche fluorescente doit être enlevée ; -équipements contenant des gaz préjudiciables à la couche d'ozone ou présentant un potentiel global de réchauffement climatique supérieur à 15, présents par exemple dans les mousses et les circuits de réfrigération. Ces gaz doivent être enlevés et traités selon une méthode adaptée. Les gaz préjudiciables à la couche d'ozone doivent être traités conformément au règlement (CE) n° 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ; -lampes à décharge : le mercure doit être enlevé.
<b>Constats :</b> Le site n'est pas concerné (absence des rubriques 2790 et 2791).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Extraction des piles et accumulateurs portables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Extraction des piles et accumulateurs portables
<b>Prescription contrôlée :</b> Les piles et accumulateurs portables extraits des déchets d'équipements électriques et électroniques en application du 2 du présent article doivent être systématiquement et gratuitement mis à disposition des organismes agréés ou systèmes individuels approuvés en application des dispositions prévues à l'article R. 543-128-3 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Le site n'est pas concerné (absence des rubriques 2790 et 2791).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Transferts d'EEE usagés vers l'étranger

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2014, article R. 543-206-2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Document justifiant du transfert d'EEE usagés vers l'étranger
<b>Prescription contrôlée :</b> I. – Afin de pouvoir faire la distinction entre des équipements électriques et électroniques et des déchets d'équipements électriques et électroniques, lorsqu'il déclare son intention de transférer ou qu'il transfère des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur tient à disposition des agents

mentionnés à l'article L. 541-44 et chargés du contrôle des dispositions de la présente sous-section les documents suivants à l'appui de cette déclaration :

1° Une copie de la facture et du contrat relatif à la vente ou au transfert de propriété de l'équipement électrique et électronique, indiquant que celui-ci est destiné à être réemployé directement et qu'il est totalement fonctionnel ;

2° Une preuve d'évaluation ou d'essais, sous la forme d'une copie des certificats d'essais ou autres preuves du bon fonctionnement, pour chaque article du lot, et un protocole comprenant toutes les informations consignées conformément au II du présent article ;

3° Une déclaration du détenteur qui organise le transport des équipements électriques et électroniques, indiquant que le lot ne contient aucun matériel ou équipement constituant un déchet au sens de l'article L. 541-1-1.

En outre, il assure une protection appropriée contre les dommages pouvant survenir lors du transport, du chargement et du déchargement, en particulier au moyen d'un emballage suffisant et d'un empilement approprié du chargement.

II. – Afin de démontrer que les objets transférés sont des équipements électriques et électroniques usagés et non des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur détenteur effectue des tests afin de s'assurer du bon fonctionnement de chacun d'entre eux et évalue la présence de substances dangereuses. Il consigne le résultat de ces tests et évaluations et établit un procès-verbal d'essai par équipements électriques et électroniques comportant les informations suivantes :

1° Le nom de l'article (nom de l'équipement, s'il est énuméré à l'annexe II ou IV de la directive 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques, selon le cas, et catégorie visée à l'annexe I ou III de la même directive, selon le cas) ;

2° Le numéro d'identification de l'équipement (numéro de type), le cas échéant ;

3° L'année de production si elle est connue ;

4° Le nom et l'adresse de l'entreprise chargée d'attester le bon fonctionnement ;

5° La date et les résultats des essais ;

6° Le type d'essais réalisés.

Avant tout transfert transfrontière, ce procès-verbal d'essai est fixé solidement, mais de manière non permanente, soit sur l'équipement électrique et électronique lui-même s'il n'est pas emballé, soit sur son emballage, de façon à pouvoir être lu sans déballer l'équipement.

III. – Chaque chargement d'équipements électriques et électroniques usagés transféré doit être accompagné :

1° D'un document de transport pertinent, comme une lettre de voiture internationale, dite CMR, prévue par la convention relative au contrat de transport international de marchandises par route ;

2° D'une déclaration de la personne habilitée sur sa responsabilité.

**Constats :**

L'exploitant ne réalise pas de transfert d'EEE usagés vers l'étranger. Il est non concerné par cette prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Conformité des transferts au règlement UE**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 22/12/2020, article Règlement 1013/2006 article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Conformité des transferts au règlement UE 1013/2006
<b>Prescription contrôlée :</b> 1. Le présent règlement établit les procédures et les régimes de contrôle applicables au transfert de déchets, en fonction de l'origine, de la destination et de l'itinéraire du transfert, du type de déchets transférés et du type de traitement à appliquer aux déchets sur leur lieu de destination.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne réalise pas de transfert d'EEE usagés vers l'étranger. Il est non concerné par cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

